



d'aide aux réfugiés et aux détenus d'opinion en Syrie

Newsletter n°30 / décembre 2025

Comité de rédaction : CA Revivre

20 ans de soutien aux victimes de la dictature des Assad

٢٠ عاما من مساندة ضحايا ديكتاتورية عائلة الأسد

EDITO

PRÉSERVER LA BELLE MOSAÏQUE SYRIENNE...

Cette semaine marque une année entière depuis la phase de libération que la Syrie a vécue après la chute de l'ancien régime. Et bien que cette phase ait ouvert la voie à davantage de libertés, **le chemin vers la justice et la démocratie reste encore long**. Au cours de l'année passée, les autorités se sont concentrées sur les dossiers économiques, la levée des sanctions, l'amélioration des relations diplomatiques et la relance du tourisme, tandis que les dossiers les plus liés à la vie quotidienne des Syriens sont demeurés marginalisés ; comme la reconstruction qui n'a pas encore réellement commencé, les infrastructures restant détruites dans de vastes zones. Le secteur éducatif souffre également d'une dégradation évidente, de nombreuses écoles fonctionnant avec des capacités limitées ou restant hors service, alors que le secteur de la santé connaît un effondrement quasi total en raison du manque de personnel et d'équipements. En outre, le dossier des disparus n'a bénéficié d'aucune attention réelle ou sérieuse, ce qui a approfondi les blessures de milliers de familles qui attendent toujours de connaître le sort de leurs proches.

Dans tout cela, les avancées dans le domaine de la justice et dans les poursuites judiciaires des responsables sont demeurées limitées, laissant de nombreuses violations sans traitement clair jusqu'à aujourd'hui.

Dans le sud, notamment à Soueïda, se poursuivent les pressions ainsi que les tensions sociales et politiques, en plus des manifestations et des revendications répétées des membres de la communauté druze. Avec l'évolution des événements, certaines parties locales ont aussi exprimé des demandes de formes d'autonomie ou d'administration indépendante, voire même l'idée d'ouvrir un passage vers le Golan occupés ; ce qui a suscité un large débat au sein de la société syrienne. Les violations israéliennes des frontières syriennes se poursuivent presque quotidiennement ; en l'absence de véritable dissuasion, les positions arabes et internationales se limitant souvent à des déclarations de condamnation.

Quant au littoral syrien, qui fut jadis parmi les plus fervents soutiens de l'ancien régime, il a fait face après la chute du régime de Bachar al-Assad à une réalité complexe. L'absence de justice et d'arrestation des responsables et des criminels qui s'étaient cachés là-bas durant et après la libération a entraîné un chaos. Celui-ci a été immédiatement exploité par des sbires de l'ancien régime, dont certains ont attaqué des membres de la Sécurité Publique appartenant au nouveau gouvernement, provoquant ainsi des événements sanglants qui ont

causé des victimes civiles et militaires des deux côtés : sunnites et alaouites. Ce qui reflète le besoin urgent d'un contrôle efficace et d'une poursuite des auteurs de crimes pour empêcher la répétition de telles violations.

Dans le nord-est, le dossier de la relation entre l'État et la composante kurde reste en suspens. Certains courants au sein de la société kurde réclament une autonomie élargie ou des formes proches de l'indépendance, ce qui suscite un large débat national.

Cependant, notre vision en tant que Syriens, à laquelle nous tenons, demeure celle d'une Syrie unie pour tous ses enfants, où la diversité des confessions, des ethnies et des cultures constitue **une mosaïque unique qui confère beauté et singularité à la Syrie, loin de tout projet de division.**

Parallèlement, les camps vivent toujours dans des conditions humanitaires difficiles, avec une quasi-interruption de l'aide dans certaines zones. Beaucoup de déplacés ont été contraints de retourner dans leurs maisons détruites, certains dressant des tentes sur les décombres, tandis que d'autres ont eu recours aux anciennes grottes pour échapper au froid et à la pluie, sans soutien réel de l'État ni des organismes internationaux.

Cette image complexe nous rappelle que **la stabilité en Syrie ne se réalise pas seulement par un changement politique, mais aussi par l'instauration d'une justice ressentie par tous les Syriens, la construction d'une confiance mutuelle entre les composantes, et le respect de la dignité humaine partout.**

Il reste également de notre responsabilité de **lire les événements avec objectivité** avec de multiples sources, et de **rejeter tout discours attisant la haine ou approfondissant la division.** Nous croyons que le rôle des intellectuels, des artistes et des acteurs civils est essentiel pour renforcer la culture du dialogue et de la paix, et **préserver la belle mosaïque syrienne à laquelle nous appartenons tous.**

*Abdulrazak ALJUMAA
Administrateur de Revivre*



brèves

Justice syrienne et Amnesty - Lors d'un événement public organisé le 28 novembre au Musée national syrien (à Damas) par Amnesty International et le Musée des prisons syriennes, des familles de disparus ont témoigné de leur incapacité à faire pleinement leur deuil, faute de pouvoir exercer leurs droits à la vérité et à la justice. Elles ont exprimé leur désarroi face aux anciens criminels présumés qui se déplacent en toute liberté, aux rares informations concernant le statut juridique des disparus, aux retards dans l'établissement de la vérité sur ce qu'il est advenu de leurs proches, et aux difficultés financières qui perdurent. ...

L'une des principales avancées de l'année écoulée est l'essor de l'espace civique dans de nombreuses régions de Syrie, y compris dans les zones contrôlées par l'ancien gouvernement, grâce à l'organisation de la société civile syrienne en ONG enregistrées ou en associations informelles...

Outre les efforts déployés par l'État, les donateurs doivent financer l'éclosion d'un écosystème solide et dynamique fait d'initiatives indépendantes portées par les victimes, les associations de familles, les militant·e·s, les défenseur·e·s des droits et les organisations de la société civile, qui recensent, dénoncent ou surveillent les violations, viennent en aide aux victimes et portent des revendications. *Source : Amnesty International Luxembourg – 8 décembre 2025 (extraits)*

Le procès des tueries contre la communauté alaouite - Membres des forces de sécurité des nouvelles autorités syriennes et partisans de l'ancien dictateur Bachar Al-Assad comparaissent à Alep pour les massacres qui ont fait 1 400 victimes sur le littoral syrien en mars 2025. La commission d'enquête

gouvernementale a renvoyé **563** personnes devant la justice. Le procureur général a retenu des charges contre **265** loyalistes pro-Al-Assad et près de **300** membres de factions affiliées à l'armée.

Des familles s'indignent que ces procès se tiennent avant ceux des crimes perpétrés par le clan Al-Assad, durant la répression meurtrière du soulèvement de 2011. « *Les nouvelles autorités ont souhaité commencer par les violations commises durant leur période au pouvoir. Elles tentent de combler le vide et de créer des liens avec la communauté de la côte, ce qui est indispensable. Cela donnera de la crédibilité aux procédures de justice transitionnelle pour l'ère des Al-Assad* », estime Fadel Abdul Ghany (Directeur de l'ONG Syrian Network for Human Rights). *Source : Le Monde - 18.1.2025*

Deux anciens responsables syriens sous le régime de l'ex-président Bachar Al-Assad ont été inculpés à Vienne pour des exactions commises sur des civils détenus... Les accusés sont un ancien général de brigade des services de renseignement syriens et l'ancien chef du bureau des enquêtes de la police criminelle locale ayant le grade de lieutenant-colonel. Les deux accusés ont demandé l'asile en Autriche en 2015 et résident depuis dans ce pays. Ils risquent dix ans de prison s'ils sont reconnus coupables... Plusieurs affaires similaires relatives à des crimes commis pendant la guerre civile en Syrie ont été jugées devant des tribunaux autrichiens, ainsi qu'en Allemagne, en France et en Suède.

Le principe de la « compétence universelle » permet de poursuivre des auteurs de crimes de guerre quel que soient le lieu où ces crimes ont été commis, et la nationalité des auteurs ou des victimes. *Source : Ici Beyrouth - 12.11.2025.*

A défaut d'une levée totale et définitive des sanctions contre la Syrie comme il le réclame, donnant ainsi le feu vert aux investissements en Syrie où le chantier de reconstruction est estimé à près de 220 milliards de dollars selon la Banque mondiale, le président Al-Charaa n'a obtenu qu'un **moratoire de six mois**. En 2019, la loi César avait banni la Syrie du système bancaire international et des transactions financières en dollars. Elle a été suspendue une première fois en mai et il appartient au Congrès (américain : ndlr) de l'abroger éventuellement. *Source : Les Echos - 11.11.2025*

La lente reconstruction des écoles - Pour la première fois depuis plus de 10 ans, les élèves de Syrie ont fait leur rentrée mi-octobre dans un cadre éducatif commun et selon un calendrier unifié. Mais les défis sont abyssaux. Sur environ 4 millions d'inscrits, selon les estimations, plus de 2,4 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et plus de 1 million risquent d'abandonner l'école, selon l'Unicef... Alors que les élèves syriens ont fait tant bien que mal leur rentrée mi-octobre, **des inquiétudes pointent sur le contenu de l'enseignement prodigué, notamment sur l'histoire, les cours de religion ou l'enseignement des langues**. « *Changer les programmes scolaires est plus compliqué que changer de Constitution* », aime à répéter Mohammed Abdul Rahman Turko, le ministre de l'Éducation du gouvernement syrien de transition. Plutôt que de procéder à une refonte complète, son administration, qui dit travailler dans l'urgence, continue de s'appuyer sur les manuels de l'ancien régime. Après qu'ils ont été, assure-t-elle, purgés de ce qui avait trait à la glorification de la dynastie des Al-Assad. *Source : Le Monde - 21.11.2025*

Plus de 3,1 millions de réfugiés et de déplacés internes étaient rentrés en Syrie :

Le ministre de l'Intérieur turc, Ali Yerlikaya, a annoncé le 1er novembre que depuis le 8 décembre 2024, 550.000 Syriens étaient volontairement retournés en Syrie, ajoutant que le nombre cumulé de retours volontaires depuis 2016 avait atteint 1,29 million ;

- Plus de 167.000 réfugiés enregistrés auprès du HCR sont revenus de **Jordanie** depuis le 8 décembre 2024 ;

- Entre le 8 décembre 2024 et le 30 octobre 2025, plus de 6.500 réfugiés et demandeurs d'asile sont rentrés d'**Irak** ;

- Au **Liban**, plus de 362.000 réfugiés sont retournés en Syrie. Dans le même temps, selon les autorités libanaises, le pic d'arrivées a atteint près de 40.000 personnes en juin. Au 31 octobre, le programme de réduction des risques de catastrophe (RRC) dans la Bekaa fait état de 81.000 nouveaux arrivants (*probablement plus proches de l'ancien régime que du régime de transition : ndlr*), dont 29.000 résidant dans 156 sites collectifs, parmi lesquels un petit nombre de Libanais ayant résidé auparavant en Syrie. *Source : HCR – 08.11.2025*

L'attaque de l'EI contre des soldats américains met Damas à l'épreuve - La fusillade durant une patrouille près de Palmyre relance les inquiétudes sur la capacité des autorités à contenir la menace jihadiste, l'assaillant appartenant aux forces de la sécurité générale... Deux soldats de l'armée américaine et un interprète civil américain ont été tués samedi 13 décembre après-midi, lors d'une patrouille conjointe américano-syrienne, alors qu'ils participaient à des opérations antiterroristes contre le groupe État islamique (EI) près de Palmyre, au centre de la Syrie.

Engagé aux côtés de la coalition internationale dans la lutte contre l'EI, le commandement des Forces démocratiques syriennes (FDS), cette entité prokurde qui administre le Nord-Est syrien, s'est empressé de publier un communiqué adressant ses condoléances à l'armée et « au peuple américain ». Inquiètes du désengagement de Washington dans une région qu'elles estiment menacée par la résurgence de l'EI ainsi que par une possible confrontation avec le pouvoir central syrien, les FDS ont souligné que leurs troupes « ne permettront pas aux organisations terroristes de se réorganiser ni de menacer à nouveau la sécurité de la région et du monde ». *Source : L'Orient Le Jour – 14.12.2025*



FOCUS

« **Le dossier de Damas** »

Comment le régime d'Assad a dissimulé le sort de 160 000 détenus dans son appareil sécuritaire

Décembre 2025



**INTERNATIONAL CONSORTIUM
OF INVESTIGATIVE JOURNALISTS**

Une enquête internationale d'investigation a révélé de nouveaux détails sur un système de mise à mort systématique mis en place par le régime déchu dans ses prisons, sur la base de plus de 134 000 documents secrets des services de renseignement.

Les documents et les photos, prises par des photographes militaires, montrent des corps de détenus numérotés et classés ; certains sont nus et portent des traces de famine et de torture. Les documents ont également mis en évidence une coordination entre les services de sécurité syriens et des alliés tels que la Russie et l'Iran, ainsi que des liens financiers avec des sociétés de sécurité loyales au régime, ayant reçu plus de 11 millions de dollars d'agences affiliées aux Nations unies.

L'enquête, connue sous le nom de « **Dossier de Damas** », s'appuie sur un ensemble de documents secrets des services de renseignement syriens obtenus par la chaîne allemande **NDR** et partagés avec le **Consortium**

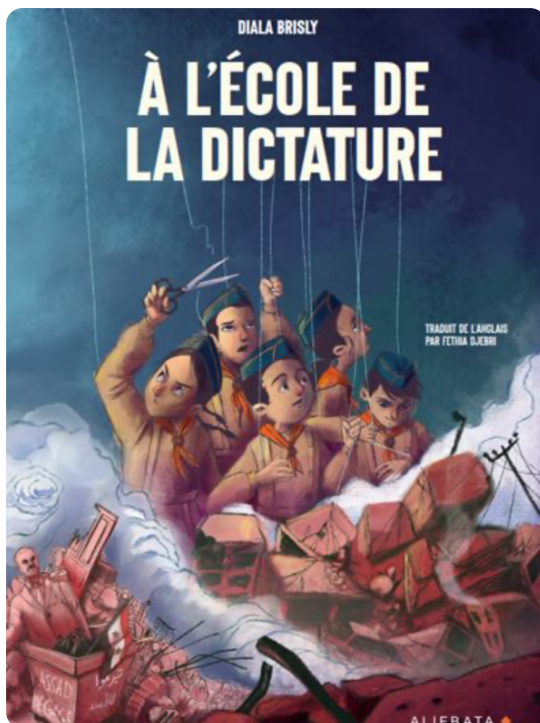
International des Journalistes d'Investigation (ICIJ). Les investigations ont révélé le fonctionnement des appareils sécuritaires d'Assad et leurs relations avec des gouvernements étrangers et des organisations internationales. L'ICIJ, NDR et 24 médias partenaires issus de 20 pays ont passé plus de huit mois à organiser et analyser les documents, consulter des experts et interviewer des familles syriennes cherchant toujours leurs proches disparus sous le régime Assad.

...

Cliquez pour consulter l'article



vous recommande



À l'école de la dictature

Diala Brisly – Edition Alifbata - 2025

Récit autobiographique qui retrace l'histoire de Diala, artiste, et Bassel, journaliste. Après avoir fui la guerre qui a dévasté leur pays, la Syrie, ils se rencontrent à Paris, où ils se remémorent leur enfance dans les écoles quasi militaires de Bachar Al-Assad, leurs rêves d'adultes entravés par la corruption du clan au pouvoir puis brisés par la guerre civile, la violence du régime mais aussi celle de Daech et de sa propagande. En 2011, quand la révolution éclate, Diala et Bassel s'engagent : elle, en apportant des médicaments dans les zones contrôlées par l'Armée syrienne libre, lui, en menant une enquête de terrain dans les écoles occupées par l'État islamique. La crainte devient leur quotidien, jusqu'à ce que le danger les oblige à fuir. À travers leurs parcours d'exil, ils seront acteurs et témoins de multiples projets destinés à offrir aux enfants un futur meilleur. Un cri d'alarme sur l'endoctrinement des enfants sous la dictature et une grande leçon de courage.

Les enfants volés de Syrie : la quête des familles pour les retrouver



Reportage : Un an après la chute du dictateur syrien Bachar al-Assad, plus de 110 000 Syriens sont toujours portés disparus, dont plusieurs milliers d'enfants. Ont-ils été tués ? Adoptés illégalement ? Leur destin reste inconnu. Mais des témoignages et documents officiels révèlent qu'un certain nombre d'entre eux ont été placés de force dans des orphelinats avant de se volatiliser.

FRANCE 24 - Jenna Le Bras (6min33)

Voir le reportage de France 24



a besoin de vous

QUELLE ANNÉE !

Qui aurait pu penser connaître fin 2024 la fuite de Bachar El-Assad et la chute de son régime sanguinaire... même dans ses rêves ? Depuis 20 ans, Revivre attendait cela, sans trop y croire. Les prisons ont été vidées, les cafés sont devenus bruyants, les journalistes font leur travail, etc. Après la joie qui a gagné tout le pays, les syrien-nes du monde entier ont été plongé dans une sorte d'hébétude pendant les premiers mois. La Syrie a marché sur des œufs tout ce temps...

Des incertitudes sèment le doute...

En Syrie, il y a peu de temps, le chaos était encore envisageable après les massacres de la côte alaouite en Mars et au sud druze en ce mois de juillet. Puis, la visite du chef de la transition au maître du Kremlin – logeur du boucher de Damas – qui a bombardé pendant des années ceux qui militaient pour plus de liberté et pour le respect des droits humains, a choqué, très profondément. Quelques combats éclatent de façon sporadique encore entre deux quartiers, deux régions... Les traumatismes des centaines de milliers de syrien-nes qui ont connu les prisons, les disparitions forcées, les bombes et les gazages, sont des plaies ouvertes qui nourrissent les rancœurs et les haines. **Les périodes post-conflits ne sont jamais simples...**



La remise des diplômes de langue française



La Mairie de Paris qui honore l'équipe César qui sort de la clandestinité



Moment de convivialité à la fête de la Madelon à Fontenay-sous-Bois en juin.

REVIVRE s'engage...

Les membres du Conseil d'Administration, les salariés et les bénévoles ont poursuivi leurs actions durant toute cette année 2025, sans faiblir, et **tout le monde s'est engagé aux côtés des syrien-nes sur cette nouvelle page qui s'écrit en Syrie.**

A notre permanence d'accès aux droits, située au cœur du quartier de Belleville (Paris 20°), c'est toujours la même affluence. Au cours d'enseignement du français (FLE) - pour la dixième année ! - il y a toujours autant de candidats (dont 50 % du Moyen-Orient). Notre plaidoyer en France a été chargé avec notre campagne pour l'obtention de **laissez-passer pour les réfugiés syriens** (sans perte de leur protection internationale), la soirée à la Mairie de Paris célébrant la **sortie de la clandestinité de l'équipe César** fin mai, notre newsletter qui indique la température au fil des mois, etc.

En Syrie, nous avons poursuivi la **distribution d'eau potable** dans les petits camps d'Idleb/Afrin, et accompagné le **retour des familles** des camps de Roukban vers leur ville de Palmyre désertée par le Hezbollah, financé deux forages...

REVIVRE AURA TOUJOURS BESOIN DE VOUS

Dans un contexte où **les budgets de la France affectés à l'accompagnement des demandeurs d'asile et des réfugiés vont continuer à baisser - ainsi que ceux affectés à la coopération internationale** - REVIVRE veille sur ses dépenses (nos frais de structure et d'appels à dons sont infimes).

Pour continuer à aider les réfugiés dans les prochaines années, ici et là-bas, **REVIVRE devra compter de façon plus conséquente sur la générosité du public** pour assurer ses missions, ainsi que sur le bénévolat (n'hésitez pas à vous proposer !).

En cette fin d'année fiscale, affectez une partie de votre impôt sur les revenus à Revivre en faisant un don (réduction d'impôt de 66%), notre début de l'année 2026 sera plus serein.

Par votre bulletin d'adhésion, c'est votre amitié que vous nous manifestez.

A toutes et tous, merci d'avance.

Revenir à besoin de vous

Association Revivre

100 boulevard de Belleville, 75020 PARIS

Pour recevoir la Newsletter de Revivre : newsletter@association-revivre.fr

This email was sent to {{ contact.EMAIL | default : "newsletter.revivre@gmail.com" }}

You've received it because you've subscribed to our newsletter.

[Unsubscribe](#)

